

Pour une Assemblée instituante européenne

*Intervention de Pierre Calame au Conseil européen
15 juillet 2016:*

Merci Monsieur l'Ambassadeur de vos mots de solidarité pour le peuple français durement éprouvé depuis un an et demi par le terrorisme.

Merci Jim, avec qui je me suis senti très rapidement une profonde complicité intellectuelle et de vision, d'avoir bien voulu honorer cette réunion de sa présence et merci bien sûr aux organisateurs.

Je voudrais vous soumettre l'idée d'une Assemblée instituante européenne construite avec les citoyens.

Ce n'est pas le genre d'idée que l'on peut avoir en se lavant les dents ou en se rasant le matin sous l'émotion du Brexit. C'est une idée longuement mûrie, nourrie par des décennies de réflexions et d'expériences. Une double expérience. J'ai été pendant vingt ans haut fonctionnaire en France, mesurant le décalage croissant entre l'Etat, tel qu'il se vivait, la politique, telle qu'elle se pratiquait, et la société. Puis, pendant trente ans, dirigeant d'une fondation internationale, appelé à parcourir le monde, à échanger avec les acteurs les plus divers et déduisant sa passion pour l'Europe de ce parcours international.

De ces cinquante ans d'expérience, j'ai tiré sept convictions qui mettent en perspective historique, au-delà de l'Europe et de sa crise actuelle, l'enjeu d'une Assemblée instituante.

D'abord, **le monde et l'Europe**. Ce qui me fait aujourd'hui consacrer mes dernières énergies à la crise européenne, c'est d'avoir compris que c'était la seule construction géopolitique porteuse d'avenir pour le 21^e siècle. Pour le monde. Si les Européens ne croient plus à l'Europe, moi je leur dis : le monde a besoin de l'Europe. On me l'a répété sans cesse sur les différents continents. D'abord parce que pour beaucoup de sociétés qui n'arrivent pas à dépasser les ressentiments nés du passé, la réconciliation franco-allemande est presque de l'ordre du miracle. On l'oublie parce que c'est fait, que c'est devenu pour nous une évidence mais quand vous êtes en Chine et que vous voyez le rapport avec le Japon, vous comprenez que c'est de l'ordre du miracle. Quand vous êtes au Pérou, en Bolivie et que vous voyez à quel point la guerre avec le Chili, datant de plus d'un siècle, est dans l'esprit des gens, ressort au moindre différend, vous comprenez pourquoi c'est un miracle. De même, la tentative de l'Europe, même bien imparfaite, de combiner l'efficacité du marché avec les préoccupations d'environnement et les préoccupations sociales, est à peu unique au monde. Qu'on le veuille ou non, le monde a besoin de l'Europe et cette Europe-là on doit la défendre et la promouvoir.

La deuxième chose, c'est que j'ai découvert **un angle mort de la gouvernance**. On parle de la gouvernance, de la gestion des sociétés, en faisant l'hypothèse qu'existent des communautés, que les gens sont d'accord pour être ensemble, qu'ils partagent une communauté de destin. Dans le monde d'aujourd'hui rien n'est plus faux ! Si nous sommes incapables de construire une gouvernance mondiale à la hauteur des interdépendances c'est bien parce que derrière la rhétorique « le monde est un village », nous ne percevons pas de communauté de destin avec les Africains, les Chinois, les Indiens. J'ai compris que le premier problème de la gouvernance n'était pas de gérer la société, c'était d'instaurer des communautés. Et j'ai découvert, par ricochet, qu'on ne l'avait pas fait au niveau de l'Europe. On a bâti l'Europe par les institutions. Bien sûr, les gens ont voté l'entrée dans l'Europe mais on n'a pas cherché à construire une communauté. Une communauté ça repose sur

trois éléments : le passé, un passé assumé avec ses conflits, ses zones d'ombre, une histoire partagée ; le présent, des valeurs partagées, et il n'y a pas de communauté sans conscience des responsabilités mutuelles, aucune communauté ne se construit sur une addition de droits, c'est la responsabilité mutuelle qui construit la communauté ; enfin, c'est un avenir construit en commun. Le premier défi de la gouvernance du 21^e siècle n'est pas de bien gérer les sociétés mais d'instaurer, aux nouvelles échelles d'interdépendance, de nouvelles communautés.

Troisième découverte, **la diversité a de multiples dimensions**. On ne peut réduire le dialogue entre sociétés à des représentations nationales, comme si la seule diversité qui comptait était celle d'entités nationales, par ailleurs en général construites par la force plutôt que par le libre consentement des peuples. Seule l'Europe a été construite par le libre consentement. Prétendre que la diversité ne s'exprime que par la diversité des intérêts nationaux est une absurdité. Elle rend impossible de combiner au mieux - ce qui est la question centrale de notre temps- l'unité, indispensable à la gestion de nos interdépendances, et la diversité indispensable pour que nous soyons nous-mêmes. Il faut donc représenter la diversité de plusieurs manières, bien sûr par l'appartenance à un territoire, mais aussi par les milieux socioprofessionnels et par les défis à relever.

Quatrième découverte, c'est à **partir des territoires, à partir du local que l'on peut penser la complexité**. C'est à cette échelle que se vivent au quotidien les communautés et c'est à partir du local que l'on peut penser le rapport entre le local et le mondial, question centrale de notre temps.

Cinquième découverte, au-delà de la crise européenne, au-delà de la crise des Etats européens, nous sommes confrontés à **une crise générale de la politique et de la gouvernance**. Nous ne savons pas bien gérer les sociétés complexes, nos systèmes institutionnels savent mal concilier unité et diversité et gérer les relations entre les problèmes. Nous avons des politiques en silo. L'Europe n'est pas la seule dans ce cas, c'est vrai pour les Etats et c'est même vrai pour les collectivités territoriales. J'ai appris aussi que **pour réformer la gouvernance, il faut faire appel au désir de sens de ceux qui l'exercent**. J'ai conduit plusieurs évaluations de politiques publiques, je l'ai toujours fait avec les fonctionnaires qui mettaient en œuvre ces politiques, en faisant appel à leur aspiration au sens. On découvre alors que ces gens que l'on considère comme des obstacles au changement sont au contraire en recherche de sens et sont des acteurs du changement dès qu'on les prend au sérieux.

Ma sixième découverte, c'est **l'importance de la méthodologie**. Dans l'un des livres que j'ai écrit, « Sauvons la démocratie », je dis qu'il faut considérer la politique avant tout comme une éthique et comme une méthode. Je suis frappé de l'impasse si souvent faite sur les méthodes. Si on veut partir du dialogue avec les citoyens et construire un projet européen, ce n'est pas seulement par le baratin qu'on le fera, c'est un processus long de construction des étapes, ça s'apprend ! Le « comment faire » est à mon avis aujourd'hui est bien plus important que le « quoi faire ».

Septième découverte, **la richesse de la démocratie délibérative**. Pas de la démocratie participative, de la démocratie délibérative. Au fond nous sommes des démocrates parce que nous avons foi en l'homme, nous croyons en la capacité des individus, mêmes ceux que l'on dit mal éduqués, mal formés etc. à comprendre, à apprécier, à évaluer. Il y a un fossé immense entre l'idée d'opinion et l'idée d'avis. Une opinion c'est micro trottoir, « qu'est-ce que vous pensez du Brexit ? » Un avis c'est quelque chose qui se construit dans la durée, qui se confronte au meilleur de l'information.

Voilà les sept convictions qui sont nées de mon histoire et qui m'ont conduit petit à petit à cette idée d'Assemblée instituante.

En 2014, avec mon ami Patrick Lusson, j'ai écrit un texte « Refaire de la construction européenne

une épopée ». Une épopée. On ne construit pas des aventures humaines avec des points de PIB. Dire aux citoyens européens « si vous êtes dans l'Europe, vous aurez 0,1 % de croissance en plus » ne mène à rien. On ne construira jamais une histoire humaine comme ça. L'histoire humaine est faite de passions. Le mot à la mode maintenant, c'est « narratif ». Moi, je préfère parler du pouvoir du rêve ou du rôle des passions. C'est à travers la vision que l'on se construit de la place de l'Europe dans le 21^e siècle et dans le monde qu'on lui donnera un souffle.

Je vais vous dire. J'ai créé le forum China – Europa pour développer le dialogue entre société chinoise et société européenne. Combien de fois des Chinois m'ont dit : « l'Europe a inventé le siècle des lumières, on a besoin d'un nouveau siècle des lumières, on vous attend ». De quel projet êtes-vous porteurs pour le monde, pour la transition vers des sociétés durables ? Qu'est-ce que vous avez à nous proposer ? » Pas seulement des intérêts mutuels tirés du commerce. Voilà le drame. Par exemple, il y a eu les accords de Paris sur le climat l'an dernier au Bourget. Regardez la photo. Où est l'Europe ? L'Europe a disparu des radars.

Nous devons refaire de la construction européenne une épopée, C'est pour cela qu'en mars 2016, voyant la crise s'approfondir, j'ai écrit pour ma lettre périodique un petit papier « Sauvons l'Europe ». Les bonnes fées ont fait qu'Armel Prieur, que je connaissais à peine, a découvert ce papier, et s'est dit qu'il fallait creuser cette piste d'une d'Assemblée instituante européenne. C'est l'origine de la rencontre avec Jim Cloos. L'écho rencontré m'a donné l'audace de penser que l'idée n'était pas farfelue. C'est ainsi qu'en réponse aux questions nous en avons, avec Patrick Lusson, écrit un scénario précis.

Alors, une Assemblée instituante, **pourquoi, avec qui, comment et quand ?**

Pourquoi ? Tout le monde dit « on ne va plus pouvoir faire l'Europe sans les citoyens », mais personne ne dit comment on va le faire. Ce n'est certainement pas en multipliant, comme le proposent les mouvements d'extrême droite, des référendums pour « vous voulez rester dans l'Europe ou vous voulez la quitter ? Le sujet n'est pas là ; c'est de dire quelle Europe on veut construire ensemble, qui concilie la gestion des interdépendances et l'identité sous des formes nouvelles.

Comment ? Notre proposition s'inscrit dans la durée. Une Assemblée instituante, ce n'est pas réunir façon Davos tous les dirigeants du monde deux jours, des discours, Monsieur Bill Gates, Monsieur Obama, Monsieur Juncker, on s'en va. Les projets se construisent dans la durée. Sur la base de l'expérience acquise en matière de démocratie délibérative, on propose deux étapes : une première étape, locale, **des panels de citoyens tirés au sort au niveau des villes ou des régions volontaires ; une étape européenne.** Evidemment, la démarche suppose qu'on trouve dans toute l'Europe des villes et des régions volontaires. J'ai confiance. A force que les Etats, on le voit dans les conférences internationales, remettent littéralement les clés de la planète aux villes et aux régions en disant : nous Etats, on peut rien, on n'a pas de volonté politique, on ne sait pas faire, le climat on vous le remet dans vos mains nous on ne sait pas faire, villes et régions ont petit à petit pris conscience du rôle majeur des territoires. Donc, une première année pendant laquelle des panels de citoyens, au niveau local, délibèrent dans toute l'Europe. Un panel de citoyens nourri du meilleur de l'information. Nous avons eu une première rencontre, en juin, avec des fonctionnaires européens. Je leur ai demandé : « s'il y avait un processus citoyens seriez-vous prêts, vous personnellement, à le nourrir du meilleur de votre expérience ? » Toutes les mains se sont levées. On aura besoin de toute votre compétence, de toute votre expérience. Il n'y a pas de panel de citoyens sans moyen, sans possibilité d'auditer des experts qui ont des avis contradictoires. On a besoin de nourrir une délibération citoyenne dans la durée, de sortir d'une communication top down, paternaliste, consistant à expliquer que « l'Europe c'est bon pour vous » à des gens qui ont perdu leur emploi. Ils ont peut-être tort de dire que c'est à cause de l'Europe, mais il faut partir des questions que se

posent les citoyens. **Un processus comme celui-ci est extraordinairement exigeant en qualité d'information.** On a fait le prototype en 2006 – 2008, sur l'avenir du monde rural européen, d'un panel à deux niveaux comme celui que nous proposons, local puis européen. Sa grande faiblesse c'est que l'on n'a pas eu les moyens de réunir réellement toute l'information nécessaire pour que les citoyens s'approprient le débat.

Puis, dans la deuxième étape, des délégués des différents panels locaux entrent en dialogue au niveau européen. On commence par des dialogues construits entre milieux socioprofessionnels, entre classes d'âges, tout ce que l'on voudra : il faut tout un processus d'échange entre les panels avant de se retrouver tous au niveau européen, pour qu'on ne se découvre pas le jour où on se retrouve ensemble, pour commencer à identifier les éléments de consensus qu'on peut dégager ensemble.

Donc un processus sur deux ans, ce qui entre parenthèses mérite de ne pas être si loin du soixantième anniversaire du traité de Rome, de ne pas être loin des prochaines élections européennes.

Avec qui ? Il y a beaucoup de conditions à réunir pour que ça marche. La première condition, si je puis utiliser une expression triviale, c'est que les citoyens n'aient pas l'impression d'un débat pour du beurre. Ils y sont habitués, à ces rencontres où on vous fait causer pendant que les gens sérieux travaillent dans une autre salle, pour prendre les décisions en leur nom. Un processus comme celui-ci n'est pensable et **n'a de valeur que s'il y a une commande politique** et s'il y a un engagement des institutions européennes, pas d'une seule institution européenne, bien sûr en premier, le Conseil mais aussi la Commission, mais aussi le Parlement, mais aussi le Comité des Régions, à discuter sérieusement des propositions de ces gens qui auront travaillé pendant deux ans. Et je peux vous garantir, sur la base de toutes les expériences accumulées depuis vingt ans, l'incroyable sérieux, l'incroyable enthousiasme qui émane des citoyens quand ils sont invités à construire une opinion s'ils savent qu'elle sera prise au sérieux. Il ne s'agit pas de dire : les chefs d'Etats diront oui Amen, c'est magnifique, il y a projet citoyens, on a enfin construit l'Europe ! Chacun sa fonction, mais il faut qu'ils disent : « oui nous nous engageons à comprendre tout ce qui s'est élaboré et à le prendre en compte ». Il faut aussi, impérativement, que les institutions européennes s'engagent à fournir les moyens, d'interprétariat, de traduction, de prise en charge des gens, etc. il faudra à l'évidence, et malheureusement la rencontre des chefs d'Etat de Bratislava arrive un peu tôt pour cela, que des gouvernements se mouillent. Certains diront : « comment on saute le niveau national, c'est scandaleux, c'est un déni de souveraineté ! » Mais non, c'est ça la construction de l'Europe de demain.

Il faut ensuite que **des villes et des régions** s'engagent, il faut que **les fonctionnaires européens** s'engagent, parce que l'alimentation, la construction d'une base d'information ça ne se fera pas tout seul. Vous détenez une grande partie de l'expertise. Je peux vous dire que c'est un engagement militant, il ne suffit pas de dire : « je suis payé pour ». C'est de dire : « j'ai envie, moi, qu'une Europe des citoyens se construise et je veux l'aider à se construire. Et puis, bien sûr, il faut les mouvements civiques et les médias.

Quand ? De mon point de vue, le plus tôt sera le mieux, parce que l'Europe est en train de se déliter sous nos yeux. On voit la contradiction dans laquelle se débattent ceux qui disent : « voilà on va répondre, on a compris, il y a une crise, on va faire des politiques sociales, on va faire une politique d'investissement » ; en même temps il y a un tel euroscepticisme que les gouvernants, eux, auront du mal à expliquer à leur opinion qu'après le Brexit il est urgent de procéder à de nouveaux transferts de souveraineté. Donc, il faut y aller assez vite. La première étape est de réfléchir avec vous et avec les dirigeants des institutions européennes à leur volonté et leur capacité d'entendre que les citoyens du 21^e siècle c'est eux qui feront l'Europe, qu'ils sont intelligents et qu'ils méritent le

meilleur de l'information et des compétences.

Je vous remercie.